

Paris, le 20 janvier 2026

Squat : Une inquiétude grandissante chez les propriétaires

Dans un contexte où la France a enregistré entre 6 000 et 7 000 cas de squats selon les derniers chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur, Verisure en partenariat avec Ipsos* révèle aujourd'hui, dans le cadre d'un sondage exclusif, un décalage préoccupant entre la peur ressentie, la réalité du risque et la méconnaissance persistante des recours légaux. Un constat largement partagé par l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (UNPI).

Selon cette enquête, 92 % des propriétaires savent précisément ce qu'est un squat, et pourtant 80 % jugent improbable que leur propre bien puisse être concerné. Des chiffres révélateurs d'une forme de sous-estimation du risque. Rappelons que 15 % des propriétaires ont déjà été confrontés directement ou indirectement à une situation de squat.

Une législation insuffisamment protectrice du droit de propriété

Pour l'UNPI, si la loi Kasbarian-Bergé de 2023 a permis des avancées notables, le cadre juridique demeure encore perfectible et ne garantit pas, à ce stade, une protection pleinement effective et homogène des propriétaires sur l'ensemble du territoire. Le squat ne saurait en effet être assimilé à un simple conflit locatif : il constitue une intrusion illégale dans un bien privé, vécue par les propriétaires comme une dépossession brutale de leur logement et une atteinte directe au droit de propriété.

A cette occasion, l'UNPI a formulé plusieurs propositions :

⇒ **Renversement de la charge de la preuve**

La loi Kasbarian-Bergé de 2023 impose à la victime de démontrer l'existence « de manœuvres, de menaces, de voies de fait ou de contrainte » de la part du squatteur. L'UNPI réclame que ce soit à la personne poursuivie de démontrer qu'elle est en possession d'un titre.

⇒ **Mieux encadrer certains cas de squat**

Certains cas (par exemple l'occupation après réservation sur une plateforme proposant des meublés touristiques) échappent encore à une qualification claire de « squat », ce qui pose des difficultés pratiques d'application de la loi.

⇒ **Rendre l'expulsion administrative automatique**

Aujourd'hui, le préfet prend sa décision « après considération de la situation personnelle et familiale de l'occupant ». Des préfets peuvent se servir de cette condition ouverte pour refuser de mettre en demeure des squatteurs alors qu'un propriétaire ou son locataire a besoin de récupérer urgemment son logement.

- ⇒ **Empêcher toute action en responsabilité du squatteur à l'encontre du propriétaire**
Dans le droit actuel, un squatteur peut engager une action contre le propriétaire pour défaut d'entretien ou en cas d'accident.
- ⇒ **Créer un droit automatique à indemnisation du propriétaire** en responsabilisant l'État financièrement en cas d'inaction lorsqu'il ne procède pas à l'évacuation dans les délais légaux.

Mieux informer pour mieux protéger

Pour Verisure, les enseignements de cette étude mettent en évidence l'urgence de mieux informer les propriétaires sur leurs droits, les procédures existantes et les bons réflexes à adopter en cas de squat. La prévention reste un levier essentiel : un logement correctement sécurisé, paraissant occupé et surveillé, constitue l'un des moyens les plus efficaces pour dissuader les intrusions illégales et limiter les risques de squat.

A PROPOS DE L'UNPI

L'UNPI, association loi 1901, œuvre depuis plus de 130 ans pour représenter, accompagner et défendre les intérêts des propriétaires privés, qu'ils soient petits ou plus dimensionnés. Comptant plus de 100 000 adhérents et représentant pas moins de 700 000 logements, l'association est forte de l'engagement de ses 76 chambres locales réparties sur l'ensemble du territoire. L'UNPI, seul acteur local et national au service de la propriété, veille à défendre les propriétaires privés auprès des pouvoirs publics. Chaque mois, la revue « 35 millions de propriétaires », portée et soutenue par l'UNPI, informe et relaie une information de qualité, entièrement dédiée à LA PROPRIÉTÉ.

Contact presse : Anne-Sandrine Di Girolamo, presse@unpi.fr / 06 58 91 74 69

A PROPOS DE VERISURE

Verisure est le leader des services de sécurité connectée avec télésurveillance 24h/24 et 7j/7 en Europe et en Amérique latine. Chaque jour, nos équipes engagées s'appuient sur des technologies de pointe pour dissuader, détecter, vérifier et intervenir, protégeant ainsi plus de 6 millions de foyers et de petites entreprises contre les intrusions, les incendies et les urgences médicales dans 18 pays. Forte de plus de 35 ans d'expertise, d'innovation et de savoir-faire, Verisure est reconnue pour son marketing pionnier, son excellence commerciale, ses produits et services innovants, ainsi que sa culture résolument centrée sur le client. Notre mission : offrir à chacun la tranquillité d'esprit en protégeant ce qui compte le plus. Nous croyons que tout le monde a le droit de se sentir en sécurité. Grâce à notre exigence de qualité de service, nous visons à avoir le portefeuille de clients le plus satisfait et le plus fidèle du secteur. Nos taux de croissance et de rétention — parmi les plus élevés au monde dans le secteur des services aux particuliers — témoignent de notre engagement envers une expérience client exceptionnelle et une forte proposition de valeur. En savoir plus : www.verisure.fr

Contacts presse - Agence Wellcom : Cécilia Florio | Eléonore Bouvier-Gemy | Manon Desfontaines 01 46 34 60 60 | verisure@wellcom.fr

*Enquête réalisée en ligne par Ipsos Digital pour Verisure du 16 au 20 mai 2025 sur un échantillon national représentatif de 1 000 propriétaires, âgés de 25 à 75 ans.